

12 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la crise des réfugiés et sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, à Paris le 12 mars 2016.

Une réunion des sociaux-démocrates européens s'est tenue ce matin, c'est-à-dire de chefs de gouvernement et des chefs de parti, du président du Parlement européen mais aussi de membres de la Commission pour que nous donnions de notre point de vue, notre jugement sur ce qui se produit en Europe, tant sur le plan de l'accueil des réfugiés, de la protection des frontières que sur l'avenir même de l'Union économique et monétaire et la volonté qui est la nôtre de mettre plus de croissance, plus d'investissements et plus d'emplois.

Nous avons d'abord voulu aborder les deux urgences. La première, c'est l'urgence de ce que l'Europe affronte, c'est-à-dire une crise profonde par rapport aux réfugiés. Des réponses ont été apportées ces derniers mois et d'ailleurs nous y avons contribué, mais nous devons faire en sorte que les principes soient bien posés pour que les mesures soient les plus conformes à nos valeurs et les plus efficaces.

La France, je vous le rappelle, a fixé pour les 2 prochaines années le chiffre de 30.000. Mais pour que ce mécanisme puisse être mis en œuvre de manière rapide et entière, il faut qu'il y ait la protection des frontières extérieures. Et c'est ce que doit faire l'Europe toute entière. S'il y a la protection des frontières extérieures, nous éviterons le rétablissement des frontières intérieures, les frontières nationales, ce qui d'ailleurs a été mis en place par certains pays de manière unilatérale.

Nous éviterons que la Grèce soit obligée comme c'est le cas aujourd'hui de retenir des milliers de réfugiés derrière la frontière, entre la Macédoine et la Grèce et dans des conditions insupportables et pour les personnes et pour la Grèce. Et nous éviterons qu'il puisse y avoir des personnes qui risquent leur vie en traversant la mer Égée de Turquie vers la Grèce.

Au prochain Conseil européen, c'est cette position que nous défendrons, y compris pour aller dans le sens de ce qui a déjà été engagé avec la Turquie, puisque la Turquie s'est engagée à reprendre les réfugiés et les migrants qui seraient allés irrégulièrement vers la Grèce.

Des contreparties ont été prévues, chacun les connaît mais il ne doit y avoir aucune concession en matière de droit de l'homme ou de critères, ce qui vaut pour la libéralisation des visas. Nous avons même fait en sorte que cela puisse dans le contexte que l'on connaît être un facteur de clarification et de transparence dans les rapports entre la Turquie et l'Europe, y compris pour les négociations qui sont d'ailleurs engagées depuis plusieurs années.

Sur le second sujet, celui de l'autre urgence, d'une urgence économique et sociale, nous devons, dans le cadre de la zone euro préparer de nouvelles décisions, qui permettront d'aller plus loin dans l'harmonisation, dans les réformes qui sont nécessaires, mais plus loin aussi dans les investissements que nos pays doivent accomplir. Investissement pour ceux qui sont confrontés au problème des réfugiés pour leur accueil et investissement pour la sécurité, ici en France à la suite des attentats nous avons pris un certain nombre de décisions et investissement pour préparer l'avenir et notamment l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche et investissement pour la transition énergétique conformément à l'accord qui a été passé à Paris pour le climat et investissement aussi pour la jeunesse. pour sa mobilité. pour sa formation. pour sa qualification.

Je rappelle que l'idée de la Garantie jeunes était née d'une réunion qui avait été faite à Paris pour lancer cette initiative, qui doit maintenant être encore renforcée, et sur le plan budgétaire et sur le plan du nombre de jeunes concernés. La France d'ailleurs a pris elle-même soin d'anticiper par rapport aux décisions européennes, et nous avons la volonté d'aller le plus loin possible pour cette Garantie jeunes, celle qui permet à ceux ou celles qui sont sortis sans qualification du système scolaire d'aller le plus vite possible vers l'emploi et la formation, tout en répondant à leurs besoins en matière de logement ou de vie personnelle.

Donc ce que les sociaux-démocrates ont à faire, c'est à la fois répondre aux urgences, j'ai dit les deux essentielles, réfugiés et économique social, mais aussi préparer l'avenir de l'Europe. Il y aura sûrement des initiatives à prendre après le référendum britannique, quelque soit d'ailleurs la décision même si nous souhaitons que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne, il y aura des décisions à prendre dans la zone euro et aussi à 28, pour changer un certain nombre de procédures et pour aller beaucoup plus loin dans la volonté de préparer l'avenir et d'avoir aussi dans la zone euro plus d'intégration.

J'avais proposé et cette idée est reprise par tous ceux qui participaient à cette réunion que l'Europe puisse aller à des vitesses différentes selon les volontés des pays membres, ceux qui ne sont pas dans la zone euro et qui doivent être respectés, ceux qui sont dans la zone euro et qui ne veulent pas aller forcément beaucoup loin et puis ceux qui dans la zone euro veulent aller encore plus loin.

D'où l'idée et c'est là une idée française, mais elle est partagée par plusieurs pays, mais je ne veux pas les engager tous d'un budget de la zone euro, d'un gouvernement de la zone euro. Ce seront des idées qui forcément trouveront leur place dans les prochaines discussions que nous aurons régulièrement, à Paris ou dans d'autres capitales, nous aurons des réunions entre sociaux-démocrates chefs d'Etat, chefs de gouvernement pour justement, dans le cadre de nos engagements européens, mais aussi de nos valeurs, celles que nous portons ensemble pouvoir prendre des initiatives qui peuvent être utiles à toute l'Europe.

L'Europe, si elle ne répond pas à cette double exigence de sécurité pour beaucoup de nos concitoyens et d'espérance pour les peuples, et notamment pour la jeunesse, les jeunes d'Europe, l'Europe est à ce moment-là menacée, non pas menacée de disparition, les 28 veulent continuer la marche, non pas menacée de dislocation, même si c'est un risque, on le voit bien avec le référendum britannique, mais tout simplement le risque de l'effacement faute de volonté commune.

Or l'Europe doit être présente aussi sur le plan international. En ce moment même, il y a des discussions qui peuvent s'engager pour l'avenir de la Syrie. Mais si l'Europe ne fait pas elle-même une pression suffisante sur les partenaires, c'est-à-dire tous ceux qui peuvent contribuer à trouver une issue à ce terrible conflit - et aujourd'hui même, il y a des manifestations de ceux qui, depuis cinq ans, travaillent pour qu'on entende les cris du peuple syrien qui subit les bombes, qui subit les massacres, qui subit, hélas, des destructions provoquées par le régime mais également par le terrorisme de Daesh - oui ! Si nous ne répondons pas là non plus aux cris de ces manifestants ou de cette population même si aujourd'hui une trêve a été trouvée, alors là aussi l'Europe ne sera pas au rendez-vous. Elle doit être au rendez-vous. C'est pourquoi nous avons aussi besoin et nous avons insisté là-dessus d'une Europe beaucoup plus politique.

Bientôt, dans quelques mois, les électeurs américains feront leur choix, nous ne savons pas encore entre quelles personnalités cela se jouera, mais enfin il y a quelques indications déjà. Alors quel que soit là aussi le choix des Américains, l'Europe doit prendre sa responsabilité, elle ne peut pas simplement attendre, elle ne peut pas simplement participer, être associée, elle doit être à l'initiative, en tout cas la France a cette conception-là de l'Europe.